

Gilles Deloustal
Villard Chateau
38190 les Adrets

le 23 avril 2013

Objet : Prisonniers politiques au Maroc

A l'attention de Monsieur le Président de la République française
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères

Messieurs.

Le 15 avril, on comptait 203 prisonniers politiques ou victimes de violations de droit au Maroc. J'ai été informé du danger qu'ils courent et notamment, parmi eux, les grévistes de la faim dans les prisons de Taza, Fès et Meknès.

A la prison locale de Taza, Tarek Hammani et Abdessamad Haidour, militants de l'Union Nationale des Etudiants de Maroc (UNEM) sont à leur 50ième jour de grève de la faim entamée le 3 mars.

A la prison de Toulal 2 Meknès, Hassan Koukou, Soufiane Sghéri, Mounir Aït Khafou, Mohamed Eloualki et Hassan Ahmouch, tous militants de l'UNEM, sont à leur 41ième jour de grève de la faim entamée le 11 mars.

A la prison locale Ain Kadous de Fès, Mohamed Saleh, Tarek Jaïbi, Hicham Boughlad et Younes Erroufi, également militants de l'UNEM, sont à leur 27ième jour de grève de la faim entamée le 26 mars.

Ils revendiquent leur libération mais aussi l'amélioration de leurs conditions d'incarcération, leur séparation des prisonniers du droit commun et la reconnaissance de leur statut de prisonnier politique.

Comme vous le savez, les violations des droits de l'homme par le Maroc ont été avérés par le département américain sur la base du rapport de la commission Kennedy au Sahara occidental et on peut légitimement craindre qu'il en soit de même des 203 autres prisonniers et des étudiants objet de ce courrier. Aussi, je vous demande de profiter des bonnes relations de l'état français avec l'état marocain pour conduire à l'évitement d'un drame qui viendrait entâcher l'image de notre état français qui maintient des relations économiques soutenues avec cet état. Leur état de santé se dégrade considérablement et il est urgent que les autorités marocaines accèdent à leurs demandes légitimes et si un drame intervenait, l'état français ne pourrait pas dire « je ne savais pas » sans mentir effrontément. Il est donc urgent d'agir.

Dans l'attente d'une action que vous saurez avoir dans l'urgence avec ce partenaire de la France, je vous prie d'agréer messieurs mes salutations distinguées.

